

VOLKER PERTHES

Président et directeur du *Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)*

Mon nom est Volker Perthes. Je suis Président exécutif et Directeur de l'Institut allemand d'études internationales et de sécurité dénommé Fondation pour la science et la politique (*Stiftung Wissenschaft und Politik*), et je suis très heureux que nous ayons un groupe de travail sur le Printemps arabe et la gouvernance mondiale. Nous allons voir comment nous pouvons lier ces deux questions.

Permettez-moi de vous présenter le thème et les quatre intervenants de ce groupe. Nous assistons à un moment historique dans le monde arabe, qui, si nous le situons sur l'échelle des événements mondiaux, n'est probablement comparable qu'à ce que nous avons vu en Europe en 1989/1990. Entendons-nous bien : ce n'est pas la même chose, mais si nous comparons le monde arabe à ce que nous aurions pu observer il y a exactement un an, nous voyons qu'environ 100 millions de personnes vivent plus librement aujourd'hui qu'il y a un an.

Le changement en cours est un processus difficile. Ce n'est pas toujours beau à voir. Si on compare les événements se produisant dans le monde arabe aujourd'hui à ce qui s'est passé en 1989/1990 en Europe, on voit bien que le processus du changement auquel nous assistons dans le monde arabe est apparemment plus compliqué, ou plus confus, si vous préférez, et il pourrait nécessiter beaucoup plus de temps. Si l'on parle d'heure historique pour le monde arabe, nous n'en avons vu qu'environ les trois premières minutes en 2011. Cela signifie que le monde arabe pourrait connaître une ou deux décennies relativement turbulentes et instables.

Or certains l'appellent Printemps arabe, et c'est d'ailleurs dans l'intitulé de notre groupe de travail. À mon avis, le terme « Printemps arabe » est un peu trop saisonnier et n'invite probablement guère à une grande patience stratégique. D'autres l'appellent le Réveil arabe, nous avons entendu Abdullah Gül employer cette expression cet après-midi, mais cela pourrait donner l'impression que la région était assoupie et non qu'elle stagnait sur le plan politique. Nous devrions donc probablement parler d'un tournant dans les pays arabes. C'est une question dont nous pourrions débattre.

Il me semble qu'aucun pays du monde arabe, du Maroc à l'Ouest au Golfe persique, à l'Arabie Saoudite et aux autres monarchies de la péninsule arabique, ne passera totalement au travers. Aucun pays ne sera à l'abri. C'est un autre point dont nous pourrions débattre. Nous voyons bien à quel point les pays arabes sont en fait différents, non seulement du fait des ressources naturelles différentes, mais aussi des histoires différentes, des cultures politiques différentes, des traditions différentes et des socialisations différentes à la vie politique, aussi réagiront-ils de diverses manières face à ce vent de changement.

Certains se tourneront peut-être vers la démocratie. D'autres s'efforceront peut-être seulement d'introduire davantage d'éléments participatifs, une plus grande primauté du droit, une plus forte participation, davantage de pluralisme, plus de justice peut-être, tandis que certains régimes s'emploient à résister violemment à tout changement, ce qui nous préoccupe probablement le plus en ce moment. En conséquence, cela signifie probablement que le changement ne pourra se faire que violemment. Nous l'avons vu en Libye. C'est peut-être ce à quoi nous assistons en Syrie.

Notre groupe de travail compte deux intervenants arabes qui viennent de deux pays très différents, mais probablement des deux pays les plus importants du monde arabe. Il s'agit de Amr Moussa, ancien ministre des Affaires étrangères de l'Égypte, qui a été longtemps le Secrétaire général de la Ligue arabe et qui est aujourd'hui candidat à la présidence. Plusieurs des participants ici présents présument qu'il va gagner. Je pense que c'est un peu prématuré. Soyez heureux de n'être aujourd'hui encore que candidat, le poids des responsabilités viendra demain.

Le second intervenant arabe est de longue date un observateur très bien informé et un acteur des événements arabes. Le Prince Turki al-Faisal a été l'ambassadeur de son pays, à Londres et à Washington. Il a été le Chef des services de



renseignements saoudiens et il est actuellement le Président du Centre du Roi Faisal pour la recherche et les études islamiques.

Nous avons ensuite Edward Djerejian, qui a été un responsable politique pendant de nombreuses années et qui est aujourd'hui analyste aux États-Unis. Nous lui demanderons de nous éclairer sur le rôle des États-Unis dans la région, puisque notre groupe de travail s'appelle « Le Printemps arabe et la gouvernance mondiale ». La gouvernance mondiale dans le contexte dont nous débattons ici, c'est sans doute la coopération mondiale et internationale. Qui va donner la priorité à quoi ? Quels rôles les acteurs locaux, régionaux et internationaux peuvent-ils jouer en la matière ? Quelle peut être la contribution des acteurs internationaux ou des observateurs étrangers aux changements ou à une transformation pacifique dans le monde arabe ?

Je suis d'avis que nous autres Européens, et les Américains et autres tiers, ne seront pas en mesure de décider du devenir du monde arabe, et nous ne devrions même pas faire mine de vouloir en décider, mais nous avons un rôle à jouer. Nous avons un impact, et ce, presque indépendamment de ce que nous fassions ou non quelque chose ou de ce que nous omettions ou non de faire quelque chose. Il y aura toujours un impact. Les États-Unis paraissent avoir moins envie de s'occuper de tous les problèmes en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

Les Américains ont déjà tenté de faire comprendre aux Européens que si une guerre éclatait en Libye, les Européens devraient éviter d'intervenir – cela ne s'est pas passé ainsi, mais je pense que les États-Unis concentreront davantage leur intérêt sur deux dossiers du Grand Moyen-Orient, à savoir le Golfe persique et le conflit israélo-arabe, et nous en apprendrons plus sur le rôle des États-Unis.

Enfin, les transformations politiques n'auront guère de sens et ne réussiront pas si elles n'ont pas un fondement économique. Je pense que le plus grand risque dans ce que l'on pourrait appeler les pays en transformation du monde arabe est que, dans cinq ou six ans, ces mêmes jeunes qui ont provoqué une révolution en Tunisie, en Égypte et ailleurs, ou qui s'efforcent actuellement de déclencher une révolution dans d'autres pays comme la Syrie, déclarent : « Nous sommes maintenant en démocratie. Nous avons eu des élections régulières deux ou trois fois, mais nous n'avons toujours pas d'emploi. Nous n'avons toujours pas de perspectives. »

Sans transformation économique, sans base macroéconomique solide, ces révolutions risquent d'être inachevées. C'est pourquoi il est très important que la voix des entreprises se fasse entendre dans ce groupe de travail. Je suis heureux de compter parmi nous Christophe de Margerie, PDG de Total, qui a une longue expérience du Moyen-Orient. Je crois qu'il a été Directeur de Total Moyen-Orient avant de devenir PDG de Total. Je suis sûr que vous nous parlerez du rôle des entreprises et du rôle de l'énergie au Moyen-Orient.

Maintenant nous allons faire deux ou trois tours de table avec le groupe, puis nous laisserons la parole à la salle pour des questions et des commentaires. Dans un premier temps, je vais demander à nos invités arabes où vont, selon eux, leurs pays respectifs et la région, presque un an après la révolution de la Place Tahrir et une semaine après la première phase des élections libres et démocratiques en Égypte. Où l'Égypte va-t-elle et où le monde arabe va-t-il ? L'Égypte trace-t-elle la voie au reste du monde arabe ?